



La venue de Gabriel AMARD à Saint-Dizier le 4 octobre 2012 a été l'occasion d'une première rencontre entre les associations citoyennes opposées à l'enfouissement des déchets nucléaires à Bure et un responsable national du Parti de Gauche.

Les associations opposées à l'enfouissement étaient représentées par Elisabeth GUILLERY et Jacques LERAY pour le CEDRA, et Michel GUERITTE pour la QV (Qualité de Vie) Ville-sur-Terre.

Gabriel AMARD a commencé par présenter son travail sur le long cours comme Président de la Communauté d'agglomérations des Lacs de l'Essonne. Puis il a exposé les principes de base du PG sur le nucléaire et ses déchets :

- Partisan de la sortie du nucléaire ;

- Partisan d'un débat public sur les choix énergétiques conclu par un référendum, pour que le peuple s'empare de la question. Choix incluant la sortie ou le maintien du nucléaire. Dans ce débat national, le PG fera campagne en faveur de la sortie du nucléaire.

- Opposé à l'enfouissement des déchets nucléaires et partisan de les maintenir en surface et sur les sites de production, avec une veille constante et des investissements en recherche sur leur devenir.

- Question cruciale des transports de déchets nucléaires qui reste insuffisamment traitée.

Reconnaissant au combat des associations anti-enfouissement un caractère national évident, Gabriel Amard, s'appuyant sur sa connaissance des questions d'eau potable et de la sensibilité des populations à la qualité de l'eau, suggère aux associations d'alerter sur l'enfouissement des matières radioactives sous l'angle du risque de contamination de l'eau, à la fois in situ et par écoulement naturel vers des bassins versants à forte population, tels que celui de la Seine vers la région parisienne à l'Ouest et celui de la Meuse vers la Belgique au Nord.

Il faudrait commencer par connaître les forages et captages dans la région de Bure pour en déduire des risques sanitaires sur les populations locales. Gabriel Amard renvoie à la responsabilité publique des élu(e)s.

Ensuite, il recommande de contacter par courrier, des organismes publics responsables du suivi de l'eau ou gestionnaires de l'eau potable en régie publique. (« Comité National de l'Eau » au Ministère, Eau de Paris et les élu(e)s du Conseil de Paris, Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies, France Eau Publique, Syndicat des Eaux et de l'Assainissement du Bas-Rhin,...).

Le but est d'interpeller ces organismes sur le danger que représente l'enfouissement de matières hautement radioactives sur l'approvisionnement en eau des populations habitant les bassins versants. Les grands syndicats publics de l'eau sont plus sensibles que les groupes privés au niveau des sources d'approvisionnement : ils ont des comptes à rendre, au contraire des privés, qui sont motivés par les profits immédiats et le court terme.

Enfin, contacter la Fondation Danielle Mitterrand «France Libertés» et des journalistes qui travaillent sur l'eau.

Les représentants des associations sollicitent Gabriel Amard pour établir un contact entre elles et la mission d'information sur « la gestion des déchets radioactifs » ouverte en juillet dernier au sein de la « commission du développement durable et de l'aménagement du territoire » de l'Assemblée Nationale. Objectif : faire entendre les arguments des associations auprès de la mission d'information.

Gabriel Amard rappelle que le PG n'a malheureusement qu'un seul élu (Marc Dolez), et que les députés EELV ont « une muselière » (gouvernementale).

Michel GUERITTE insiste sur le verrouillage opéré par les tenants du nucléaire : selon lui la validation de l'enfouissement est menée par l'Office Parlementaire d'Evaluation des Choix Scientifiques et Technologiques (présidé par Bruno Sido, Sénateur de Haute-Marne et nucléocrate notoire) et va se faire au fur et à mesure par arrêtés. Il soulève plusieurs aspects porteurs de mobilisation : industriels de l'eau à Contrexéville, proche de Bure ; le marché de l'immobilier sur le secteur de Bure ; l'énorme puisage d'eau nécessaire au bétonnage du centre de stockage.

Rencontre avec les associations anti enfouissement des déchets nucléaire : compte-rendu

Écrit par Gabriel Amard, Président de la Gauche par l'Exemple
Vendredi, 12 Octobre 2012 19:05

Nous n'avons pas encore de données exactes à ce propos, mais il faut savoir que le site doit s'étendre sur 15 Km² sous le sol, avec près de 300 km de galeries et alvéoles. (Données du CEDRA)

Jacques LERAY propose de réunir les défenseurs de l'eau sur des combats communs ou parallèles : déchets radioactifs, gaz de schiste, etc. La formation des élu(e)s à la question de l'enfouissement des déchets radioactifs mérite d'être intensifiée.

Elisabeth Guillery évoque l'effet pervers de la désindustrialisation du Nord Haute-Marne jouant en faveur de l'ANDRA auprès de la population, en particulier les jeunes (section « maintenance nucléaire » au lycée professionnel Blaise Pascal de St-Dizier). L'ANDRA se banalise dans le paysage local et s'apprécie par les emplois que le centre de stockage fait miroiter.

Gabriel Amard invite à poursuivre et intensifier toutes les actions de résistance et de désobéissance. Il évoque plusieurs idées : votation au niveau régional à laquelle les associations ont déjà pensé ; une chaîne de Bure à Paris, des « porteurs d'eau » de village en ville, avec une votation citoyenne à chaque arrêt. Il insiste sur le lien avec un travail d'éducation populaire. La réflexion s'ouvre sur un « Notre Dame des Landes » des déchets radioactifs.

Les représentants des associations évoquent le Débat Public qui doit être ouvert en 2013 sur le stockage des déchets radioactifs en couches profondes : il est évident que celui-ci est pipé mais il faut y aller, toutes les tribunes étant bonnes à prendre. Il faut savoir que ce « débat public » est sensé aboutir à l'autorisation (ou non) de l'exploitation du site de Bure... qui est déjà en construction...

La non-venue de Jean-Luc Mélenchon à Bure pendant la campagne de la présidentielle a été évoquée. Gabriel Amard propose de construire un événement pour 2013 dans lequel pourra s'inclure la participation de JLM et autres responsables politiques.